

Delanoë se démarque du sort fait par la France aux migrants tunisiens

Bertrand Delanoë ne s'indigne pas seulement et va bien au-delà de la condamnation de l'attitude du pouvoir français dans le dossier des migrants tunisiens.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Ainsi, dans un communiqué émis mardi dernier, le maire de Paris exprime son inquiétude quant à l'attitude de la France et de l'Europe suite à l'arrivée de 20 000 Tunisiens en Italie. Le maire considère alarmant le fait de voir les autorités françaises «se limiter, sur ce sujet majeur et qui concerne collectivement l'Union européenne» à des pourparlers bilatéraux avec l'Italie. Il constate que les conclusions de cette rencontre (voir *Le Soir d'Algérie* du mardi 26 avril) sont «étroites et aux arrière-pensées évidemment électoralistes».

Après avoir rappelé que le peuple tunisien a mené seul une révolution qui a «bouleversé toute une région du monde», et ce, sans le soutien ni la solidarité de la France comme celle de l'Europe d'ailleurs, ce pays, qui se trouve dans une situation économique désastreuse, reçoit malgré tout des milliers de voisins réfugiés libyens, confirmant ainsi ses traditions d'hospitalité. Ne se limitant cependant pas au constat, le maire de Paris informe dans ce communiqué que pour les 200 immigrés qui se trouvent actuellement sur le territoire parisien et qui sont butés à une situation des plus précaires et des plus déplorables, il vient de décider un certain nombre de mesures d'urgence, dont : la délégation par la Mairie de Paris

d'une mission à l'association France Terre d'asile et à Emmaüs «pour mettre en place des dispositifs de soutien et d'accompagnement social et sanitaire, mais aussi l'accès à des hébergements hôteliers», la mise à disposition de 100 000 euros en faveur de certaines associations et notamment «Chorba pour tous» qui assurent depuis l'arrivée des migrants tunisiens la nourriture de ces derniers.

Il est à noter que jusque-là, ces migrants, dans le dénuement le plus complet, se retrouvent dans des parcs et dorment en plein air sur des cartons. Si ces mesures ne régleront pas le problème de ces migrants, le maire de Paris en est bien conscient, lui qui parle de mesures d'urgence. C'est pourquoi il en appelle au

«devoir» des autorités françaises pour «accueillir quelques milliers de jeunes Tunisiens – ainsi que le prévoit l'accord de coopération signé le 28 avril 2008 entre nos deux pays» et qui pourraient ainsi, explique-t-il, commencer leur vie professionnelle dans l'Hexagone et repartir ensuite en Tunisie pour prendre part au développement de leur pays.

Et le maire de conclure : «Il serait grave qu'en cette circonstance, quelques mois après la révolution du Jasmin, l'Europe et la France passent, une fois encore, à côté de l'Histoire». Il en est sûrement parmi nos lecteurs qui pourraient penser que Delanoë agit ainsi parce qu'il a un lien particulier avec la Tunisie.

Cependant, et eu égard à son action en faveur de tous les étrangers, quelle que soit leur origine, l'on ne peut lui faire ce procès.

K. B.-A.



Photo : DR

DANS UN MESSAGE DIFFUSÉ MARDI

Al-Qaïda exige le retrait de la France d'Afghanistan

Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) refait parler d'elle. Une vidéo contenant des messages des quatre otages français au Niger a été diffusée mardi.

L'enregistrement d'une durée de 3 minutes et 36 secondes montre successivement Pierre Legrand, Daniel Larribe, Thierry Dol et Marc Furrer, les otages français, suppliant le président Nicolas Sarkozy de retirer les troupes françaises d'Afghanistan.

Tour à tour, ils ont répété le même texte dans lequel ils disent «nous supplions le président de la République française Nicolas Sarkozy de répondre favorablement à la

demande d'Al-Qaïda de retirer les troupes françaises d'Afghanistan. Parce que les Français n'ont vraiment aucun intérêt dans la guerre en Afghanistan».

Réagissant aussitôt, le ministre des Affaires européennes Laurent Wauquiez considérait, hier, que «ce n'est pas des preneurs d'otages qui dictent la politique étrangère de la France. La première tâche, c'est d'expertiser cette vidéo. La deuxième chose, c'est que nous faisons tout pour faire en sorte qu'ils soient libérés».

Le groupe Areva, employeur des otages, n'a quant à lui pas souhaité faire de commen-

taires. Les quatre Français retenus en otages font partie d'un groupe de sept personnes enlevées le 16 septembre 2010 à Arlit, un site d'extraction d'uranium du géant nucléaire français Areva dans le nord du Niger.

Le 24 février, trois de ces otages ont été relâchés, ce qui avait été interprété par des experts comme une volonté de négocier d'Aqmi. Une source proche de la médiation en cours avait déjà révélé qu'Aqmi exigeait le départ des soldats français d'Afghanistan en plus d'une demande de rançon de 90 millions d'euros formulée en mars et rejetée par la France.

N. I.

LETTRE OUVERTE À MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Monsieur le président

Je suis un citoyen algérien résidant à Alger. J'ai acquis deux lots de terrain en 1998 auprès de l'Agerfa, colline Alzina Bab-Ezzouar (n°6 et 7).

Je suis en possession de deux contrats de propriété, deux livrets fonciers, le certificat négatif et les planches cadastrales. Au moment de construire, j'ai constaté l'existence d'un mur qui m'empêchait d'accéder à ma propriété.

Ce mur a été érigé par M^{me} H. F., qui habite au même endroit. J'ai alors tenté de régler ce différend à l'amiable, mais sans aucun résultat.

J'ai donc été contraint d'estimer en justice cette personne. J'ai obtenu un jugement définitif du tribunal d'El-Harrach qui m'a permis de démolir le mur et d'accéder à ma propriété. Je tiens à vous signaler, par ailleurs, Monsieur le Président, que j'ai obtenu 13 jugements en ma faveur.

Comme tout citoyen algérien détenteur d'un acte de propriété et d'un livret foncier, je me suis présenté au service technique de l'APC de Bab-Ezzouar pour obtenir un permis de construire conformément à l'article 34 du décret exécutif n° 91/176 du 28 mai 1991.

L'article 40 du même décret prévoit que le président d'APC envoie une copie du dossier de demande de permis de construire à la Duch dans un délai de 8 jours. Mon dossier a été volontairement laissé traîner à l'APC durant 25 jours. Il a fallu que j'effectue plusieurs réclamations pour qu'enfin il soit envoyé et revienne avec un avis favorable le 16 mars 2011.

Au moment de me rendre au service technique pour récupérer le permis de construire, quelle ne fut ma surprise de savoir que le président d'APC, M. Chemlal Youcef, avait refusé de le signer.

Lui demandant des explications, il ma répondu qu'il n'avait pas signé parce que mon affaire était en justice. J'ai répondu au président d'APC que j'étais en possession d'un jugement définitif.

Un dossier complémentaire me fut alors demandé que j'ai remis le 27 mars

2011. Je l'ai sollicité une seconde fois pour savoir s'il avait signé mon permis de construire. L'excuse qu'il a trouvée a consisté à dire que la Duch, lors de son envoi, n'avait pas intégré l'avis favorable de la Drag sachant pertinemment que cette pièce n'est pas exigée dans la constitution du dossier de permis de construire.

Une troisième fois il prendra pour excuse une erreur sur les numéros de lots (7 et 8 au lieu de 6 et 7).

La correction fut effectuée à travers une copie corrigée datée du 7 avril 2011.

Ce président d'APC décida alors que cette copie corrigée devait lui être adressée à lui et qu'elle soit envoyée sous le parrainage du wali délégué de Dar-El-Beïda.

Il en fut ainsi et la copie nouvellement corrigée lui a été adressée le 14 avril.

Je suis revenu à l'APC une énième fois en espérant que mes souffrances allaient cesser.

Le président d'APC a continué ses manœuvres en disant que mon affaire était pendante auprès de la Cour suprême. Sachant que ce président d'APC a été huissier de justice, il ne peut ignorer que toutes les lois relatives à la cassation ne suspendent pas l'exécution en matière de foncier.

Alors comment ce président d'APC s'autorise-t-il à bloquer la délivrance d'un permis de construire pour ce motif, M. le Président?

Je suis face à un cas flagrant d'abus de pouvoir à travers le refus injustifié et illégitime du président d'APC de me donner mon document. L'article 43 du décret exécutif n° 91/176 accorde un délai de 3 mois au président d'APC pour communiquer sa réponse au demandeur. Depuis plus de 4 mois, je n'ai aucune réponse. Vous êtes mon dernier recours, M. le Président, pour être rétabli dans mes droits face à cette hogra caractérisée.

Avec mes respectueuses salutations.

Bakalem Abdelghani